

La lutte pour nos salaires est aussi celle pour nos retraites !



Après plusieurs mois de faux suspens, le gouvernement vient d'annoncer son projet de contre-réforme du régime de retraite. Si il est dans la continuité de celles menés depuis 1993, il en est incontestablement le plus dur, vu qu'il augmentera, si nous le laissons faire, à la fois l'âge de départ et le nombre d'annuités nécessaire pour percevoir une pension complète, à raison d'un trimestre par an dès le 1^{er} septembre prochain et ce jusqu'en 2032.

Le 15 janvier 2023

Avec le passage de 62 à 64 ans pour celles et ceux nés à partir de 1962, il faudra avoir travaillé 43 ans, donc à partir de 21 ans sans discontinuer, pour toucher une pension minimum de 1.050 euros net, montant inférieur au SMIC qui permet déjà de vivre difficilement. Ce nouveau coup de rabot sur nos droits, alors même que le régime restera à l'équilibre dans les années à venir, entrainera pour beaucoup de salarié-es le choix cornélien suivant : partir plus tôt mais avec une pension amputée d'autant ou bien continuer à travailler jusqu'au bout au mépris de leur santé, voire pire, à passer directement du boulot au tombeau...

La retraite, c'est notre salaire mais en différé !

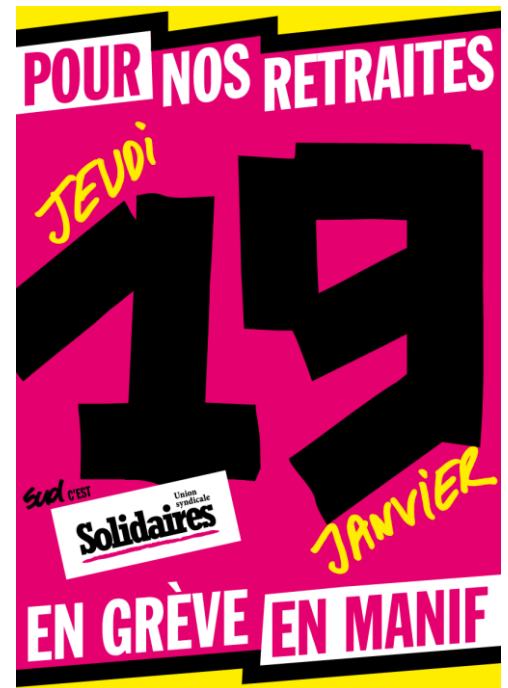
La retraite, c'est le salaire de celles et ceux qui n'ont que leur travail pour vivre et qui, par le fruit de celui-ci, voit s'ouvrir la perspective d'une nouvelle vie, voire d'une seconde jeunesse pour peu qu'on ait la santé, débarrassée de la nécessité de travailler, et ceux, dans la perspective de s'occuper de soi, des siens et des autres. Mieux, en augmentant nos salaires y compris au rythme de l'inflation et en rendant véritablement contraignante l'égalité salariale là où les femmes souffrent d'un écart de rémunération avec les hommes, ce sont des milliards d'euros qui rentreraient dans les caisses de retraite pour non seulement la préserver mais l'améliorer ! Sérieusement, vous vous voyez derrière une caisse, à courir en magasin, à préparer des commandes en entrepôt, à livrer quelque soit la météo ou à vous occuper d'enfants ou de personnes âgées passé 60 ans ?

Toutes et tous dans la rue le 19 janvier !

En réponse, l'ensemble des syndicats, ce qui est inédit depuis 2010, a lancé un appel à faire grève et à manifester partout dans le pays **le 19 janvier prochain**. Il est indispensable d'y participer d'autant que c'est la force de notre mobilisation qui donnera de l'élan pour la suite : un, deux, trois millions de personnes, voilà combien nous devons être dans la rue jeudi (**pour la région parisienne, la manifestation partira elle à 14 h de République**) !

Le 19 et après ?

Une seule journée de mobilisation, même massive, ne suffira certainement pas à faire reculer Macron, ses alliés politiques et le patronat qui veulent s'accaparer le marché de la protection sociale, après s'être attaqué aux assurances santé et chômage. C'est pourquoi, après la manifestation du 16 octobre 2022 contre la vie chère à laquelle nous étions déjà partie prenante et qui a compté 140.000 manifestant-es, nous appelons également dès maintenant à participer à la nouvelle manifestation nationale organisée à Paris **le 21 janvier à 14 h** au départ de Bastille à l'appel de syndicats, d'associations, d'organisations de jeunesse et politiques. Comme elle tombe un samedi, nous lançons un appel à la grève pour couvrir les salarié-es du commerce et des services qui souhaiteraient y participer.



Pour gagner le retrait de leur "réforme", rejetée par 93 % des actifs selon un récent sondage, il est nécessaire d'inscrire la lutte dans le temps et de s'adresser, outre à nos collègues, aux autres syndicats dans nos entreprises, quand ils existent, ainsi que se coordonner au niveau local et dans nos secteurs d'activités, alors que le projet de loi sera soumis au Parlement dès le mois prochain.

Nous avons fait reculer le pouvoir en 1995, en 2006 et en 2019, nous pouvons y arriver en organisant la lutte dans la durée et avec détermination !

FÉDÉRATION SUD COMMERCE ET SERVICES
7 rue Vicq-d'Azir 75010 Paris
www.sudcommercesetservices.org

☎ 07 64 62 92 23 / 01 40 35 31 41
✉ federation@sudcommercesetservices.fr

Facebook / Twitter : @fdSUDcommerces

Crédit photo & visuel :
Adobe Stock, Union Syndicale Solidaires